




Évaluer le Rapport sur
le développement humain
2003 du PNUD :

**Atteindre les Objectifs
de développement pour
le Millénaire**

Rapport rédigé à l'issue d'un
séminaire public organisé à
Ottawa, le 19 novembre 2003,
par l'Association canadienne
pour les Nations Unies



EXPERTS-ES INVITÉS-ES

Dr. Shekhar Shah	<i>Directeur pour le secteur public et la gouvernance</i> (Europe de l'est et l'Asie centrale), Le Groupe de la Banque mondiale
Mme. Nena Terrell	<i>Agente (relations extérieures et sensibilisation),</i> Bureau du rapport mondial sur le développement humain (PNUD)
Mme. Janet Burn	<i>Analyste principale de politiques - planification intégrée</i> Agence canadienne pour le développement international
M. Magnus Schönning	<i>Premier secrétaire, Ambassade de la Suède</i>
Dr. John Foster	<i>Chercheur principal, L'Institut Nord-Sud</i>
Ms. Monika Rahman	<i>Chercheuse, Youth Coalition</i>
M. David Morrison	<i>Président, NetAid</i>
Dr. Rohinton Medhora	<i>Vice-Président (Programme et partenariat)</i> Centre de recherche pour le développement international Présidentes des séances

PRÉSIDENTES

Mme. Iris Almeida	<i>Directrice des programmes</i> Droits et démocratie
Mme. Anna Nitoslawska	<i>Agente des programmes internationaux</i> Congrès du travail du Canada
Mme. Joan Broughton	<i>Agente d'information publique</i> Association canadienne pour les Nations Unies

Ce rapport fut produit et publié sous la direction de Ian Foucher. La publication fut préparée avec la contribution de Jason Bristow et Joan Broughton, avec l'assistance de deux rapporteures: Geneviève Handler and Stephanie Manson.

Pour leur collaboration et leur appui, l'Association canadienne pour les Nations Unies tient à reconnaître et remercier:

L'Agence canadienne pour le développement international (ACDI)
Le Département des affaires étrangères et commerce international (MAECI)
Centre de recherche pour le développement international (CRDI)
Le Centre internationale des droits de la personne et du développement
démocratique (Droits et démocratie)

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Les huit Objectifs de développement pour le Millénaire	2
Discours-programme	
Mettre les services à la portée des pauvres : démarche pour la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire.....	3
Thème 1	
Les défis à relever en priorité pour atteindre les Objectifs du Millénaire.....	8
Thème 2	
Le rôle des pays riches dans la réalisation des Objectifs.....	12
Thème 3	
La mobilisation des populations pour l'appui des Objectifs.....	16
Plénière	21
Conclusion	26
Liste des organisations participantes	28

INTRODUCTION

Au nom de l'Association canadienne pour les Nations Unies, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport de notre séminaire de 2003 qui a pour titre *Évaluer le Rapport sur le développement humain 2003 du PNUD : Atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM)*.

Le présent rapport fait ressortir les principaux points abordés et débattus au cours d'un séminaire public d'une journée qui a eu lieu à Ottawa, le 19 novembre 2003. Dans le cadre de ce séminaire, un invité d'honneur et des experts réunis en une série de tables rondes ont articulé leurs présentations autour de l'un des thèmes suivants : (1) Les défis à relever en priorité pour atteindre les Objectifs du Millénaire, (2) Le rôle des pays riches dans la réalisation des Objectifs, et (3) La mobilisation des populations pour l'appui des Objectifs. Ces présentations étaient complétées par des séances plénières qui donnaient l'occasion aux participants de soulever des questions ou de formuler des commentaires sur les sujets traités. Plus d'une centaine de personnes, provenant de différents ministères du gouvernement, de bureaux parlementaires, du monde universitaire, de la société civile et du grand public ont assisté au séminaire. Ce groupe fort varié a alimenté des échanges féconds qui ont fait du séminaire un événement très dynamique et intéressant.

Tout en captant l'esprit du séminaire, le présent rapport en résume les travaux. Compte tenu de la portée considérable des Objectifs de développement pour le Millénaire, le présent rapport ne prétend pas tout englober mais il sert à identifier les domaines qui feront l'objet de recherches et de discussions plus poussées. Par conséquent, le rapport deviendra un outil précieux pour les Canadiens qui s'investissent déjà dans les questions touchant le développement international ou pour ceux qui envisagent de le faire.

Pour finir, je veux présenter mes plus sincères remerciements aux participants qui ont consacré une journée de leur temps à ce séminaire. L'ACNU est également reconnaissante envers les nombreuses personnes qui ont contribué à la réussite de ce projet, en particulier Ian Foucher, Joan Broughton, Steve Mason, Julie Larsen, Lyn Ly-Repstock, Jason Bristow, Geneviève Handler et Stephanie Manson. Cette initiative n'aurait pu être possible sans l'appui généreux de l'Agence canadienne de développement international, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, du Centre de recherches pour le développement international et de Droits et démocratie (Centre international des droits de la personne et du développement démocratique).



Kathryn White

Directrice générale

Association canadienne pour les Nations Unies

LES HUIT OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MILLÉNAIRE

Pour apprécier pleinement le présent rapport, il peut s'avérer utile d'avoir une idée générale de l'origine et de l'objet des Objectifs de développement pour le Millénaire. Voici un bref aperçu de l'historique des Objectifs de développement pour le Millénaire :

En 2000, les Nations Unies ont organisé, au siège des Nations Unies, un Sommet mondial auquel a assisté un nombre record de chefs d'État; ceux-ci étaient réunis pour discuter de questions névralgiques à l'aube du nouveau millénaire. À l'occasion de ce sommet, les pays participants adoptèrent la Déclaration du Millénaire qui engage les pays signataires, riches ou pauvres, à faire de leur mieux pour éradiquer la pauvreté, défendre la dignité humaine et l'égalité, parvenir à la paix, à la démocratie et assurer la durabilité des ressources environnementales. C'est de la Déclaration du Millénaire que dérivent les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). Il s'agit d'objectifs concrets de nature à faire avancer le développement et à réduire la pauvreté d'ici 2015. Les huit Objectifs de développement pour le Millénaire exhortent la communauté internationale à :

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
4. Réduire la mortalité infantile.
5. Améliorer la santé maternelle.
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.
7. Assurer un environnement durable.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement (s'accompagnant de cibles claires concernant l'aide, les conditions d'échanges et l'allègement de la dette).

MOTS DE BIENVENUE ET INTRODUCTION

Mme Kathryn White

Directrice générale, Association canadienne pour les Nations Unies

Dans le cadre de son allocution d'ouverture, Mme Kathryn White a souhaité la bienvenue à tous les participants à l'événement. Tout en reconnaissant que les *Objectifs de développement pour le Millénaire* (ODM) font partie d'une campagne très ambitieuse lancée par les Nations Unies, elle a encouragé les participants à ne pas se laisser freiner par leur idéalisme, car, l'a-t-elle rappelé aux participants, sans idéal, les Nations Unies n'auraient pas vu le jour en 1945. Mme White a aussi insisté sur le fait que les ODM symbolisent à la fois le dur réveil des pays développés et un appel exhortant ceux-ci à promettre de collaborer avec les pays en développement pour combattre les conditions sociales et économiques pitoyables qui sont le lot de leurs populations. Elle a souligné la nécessité d'examiner le rôle que peuvent jouer les Canadiens dans la campagne de promotion des *Objectifs de développement pour le Millénaire* dans le but d'atteindre des cibles précises établies en fonction du délai de réalisation et des résultats attendus.


DISCOURS-PROGRAMME

Mettre les services à la portée des pauvres : démarche pour la réalisation des ODM

Dr Shekhar Shah, directeur pour le secteur public et la gouvernance
(Europe de l'est et Asie centrale), Groupe de la Banque mondiale

Comme premier conférencier, Dr Shah a débuté sa présentation en animant un débat sur les raisons pour lesquelles l'élaboration de services à la portée des pauvres constitue la question primordiale pour atteindre les *Objectifs de développement pour le Millénaire* (ODM). Il a mentionné que les services principaux, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'hygiène ou de l'électricité, ne profitent pas aux pauvres car ces services sont de qualité médiocre, très coûteux et souvent inabordables. Pour être efficaces, les services doivent renforcer l'autonomie des pauvres et, pour y arriver, on peut emprunter trois voies différentes. Premièrement, il est nécessaire de donner aux pauvres la capacité de surveiller et de sanctionner les fournisseurs de services. Deuxièmement, les pauvres doivent jouer un rôle plus actif dans l'élaboration des politiques. Pour finir, des mesures incitant les fournisseurs à dispenser leurs services aux pauvres doivent être renforcées par l'entremise de moyens monétaires et non monétaires.

Parmi les huit Objectifs du Millénaire, Dr Shah s'est centré sur les cinq objectifs qui concernent directement les résultats en matière de développement humain, car ceux-ci sont inhérents à l'amélioration du sort des pauvres. Il a reconnu que le premier objectif – réduire de moitié le



nombre de personnes vivant avec moins de un dollar US par jour – sera probablement atteint en raison de la croissance rapide dans les régions peuplées que sont l'Inde et la Chine. Toutefois, ce ne sera pas le cas du deuxième objectif, qui consiste à voir tous les enfants fréquenter l'école primaire, et le troisième, qui vise la promotion de l'égalité des sexes. Par ailleurs, il est peu probable que l'on assiste à une réduction importante des taux de mortalité infantile et juvénile ou à des améliorations des niveaux de santé maternelle (Objectifs 4 et 5). Selon Dr Shah, deux objectifs seront difficiles à atteindre en raison de l'écart qui sépare les 20 % des populations les plus riches et les 20 % des populations les plus pauvres à l'intérieur même des pays. Dans plusieurs pays, il existe une différence colossale au plan de la mortalité infantile entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres de la population.

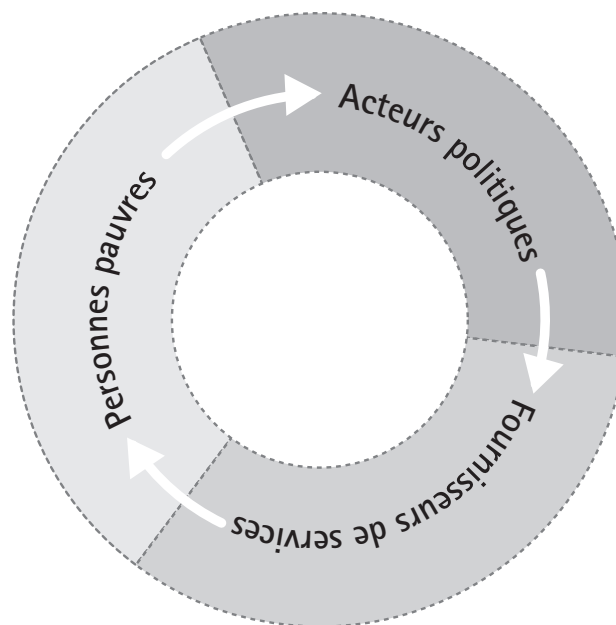
Dans le domaine de l'éducation, un moins grand nombre d'enfants de familles pauvres vont à l'école et ils affichent un taux de décrochage plus élevé. En Inde, seulement 36 % du cinquième des enfants les plus pauvres terminent l'école primaire, en comparaison des 97/98 % des enfants les plus riches.


L'**expansion économique** est un moyen d'aborder ce problème. Si on examine la relation entre l'expansion économique et les cibles de développement fixées en fonction de projections de croissance, toutes les régions en voie de développement, à l'exception de l'Afrique, réaliseront le premier objectif qui consiste à réduire de moitié le taux de pauvreté monétaire. De plus, plusieurs régions – à l'exception de l'Afrique – concrétiseront un aspect du deuxième objectif pour le développement en atteignant les chiffres ambitionnés en matière d'enseignement primaire. Malgré ces projections de croissance optimistes, aucune région ne remplira les Objectifs 4 et 5 (réduction du taux de mortalité infantile et juvénile et amélioration de la santé maternelle). L'expansion économique n'est qu'une partie de la solution. Même si l'Afrique parvenait à doubler le taux de croissance de son PIB par habitant, cette région ne pourrait remplir que le premier objectif, à savoir réduire de moitié le taux de pauvreté monétaire.

En plus de parler de l'approche axée sur la croissance économique, Dr Shah a fait remarquer qu'une autre solution populaire auprès des décideurs consiste à **augmenter les dépenses publiques** destinées aux services dispensés aux pauvres. Cependant, il a souligné le fait qu'il n'existe aucune corrélation entre l'augmentation des dépenses publiques, par le truchement de l'aide extérieure ou de ressources nationales, et l'amélioration des services prodigués aux pauvres. Ce que l'on observe souvent, c'est que l'augmentation des dépenses publiques profite aux membres les mieux nantis de la société plutôt qu'aux pauvres. En Guinée, 48 % des dépenses de santé ont profité au cinquième de la population la plus riche, tandis que 8 % de ces dépenses ont profité au cinquième de la population la plus pauvre. Un autre problème provient du fait que, en règle générale, les fonds n'atteignent pas les fournisseurs de services de première ligne, comme les cliniques, les écoles et les ménages. L'Ouganda nous offre un

exemple éloquent de cette tendance. Dans ce pays, pour chaque dollar dépensé en éducation, seulement 13 cents parviennent en bout de ligne dans les écoles – le reste disparaît en cours de route. Dr Shah a par ailleurs souligné un troisième problème rattaché aux services à savoir le manque de mesures d'incitation destinées aux fournisseurs de services; cela a pour conséquence que les services dispensés aux pauvres par les fournisseurs sont de qualité médiocre, quand ils ne sont pas tout simplement inexistants. Ces observations montrent que la croissance économique et les dépenses publiques ne suffisent pas à aider les pays en développement à emboîter le pas des Objectifs de développement pour le Millénaire.

Dr Shah estime que l'élévation du niveau de *responsabilité* est la solution ultime pour aider les nations les plus pauvres à réaliser ces objectifs. La responsabilité permettra de régler les problèmes liés à l'affectation inadéquate des dépenses, à l'échec des fonds à parvenir aux intervenants de première ligne et aux mesures d'incitation limitées destinées aux fournisseurs de services. Selon Dr Shah, la hiérarchie directe des responsabilités qui relie les gens et les fournisseurs de services est « épurée » au cours du processus d'élaboration de politiques. Cette relation qui existe entre les citoyens, les fournisseurs de services et les acteurs politiques peut affecter radicalement la prestation des services. La politique joue un rôle important dans la distribution des services, peu importe le régime politique en place (c.-à-d., démocratie, socialisme, communisme, etc.). Dr Shah a utilisé l'exemple de Cuba, qui demeure l'un des meilleurs fournisseurs de soins de santé de l'Amérique latine. La réussite de Cuba peut être attribuée au niveau élevé de responsabilité qui lie l'État, le fournisseur de services et le citoyen.





En ce qui concerne cette relation de responsabilité à trois pôles, Dr Shah n'a pas tardé à souligner que des problèmes apparaissent souvent entre les décideurs et les fournisseurs de services en raison de mécanismes de surveillance insuffisants. Mais il est possible de surmonter cette difficulté répandue. Par exemple, le Cambodge, au terme d'une guerre civile, avait besoin d'un système de soins de santé en milieu rural. Ce pays a expérimenté trois options : (1) la passation de contrats avec des ONG, qui sont devenus responsables de la prestation des services; (2) la passation de contrats à l'interne, tout en permettant aux ONG d'aider les services publics; (3) la création de groupes de contrôle, constitués de services pris en charge par les gouvernements. C'est la première option, la passation de contrats, qui est parvenue à assurer des services d'une grande efficacité et de meilleure qualité. Dr Shah a insisté sur le fait que cette option ne conviendra probablement pas à toutes les situations – il n'existe pas de solution universelle pour tous.

L'autre aspect de ce cadre de responsabilisation est la relation entre le fournisseur de services et les pauvres, que Dr Shah a décrit comme la « voie d'accès directe/simple de la responsabilité. » Cette relation commande d'incorporer un plus grand nombre de mesures d'incitation destinées aux clients. Le Bangladesh en fournit un bon exemple. Dans ce pays, le taux d'inscription à l'école primaire est très bon, mais les filles quittent souvent l'école au moment de passer à l'école secondaire. Le gouvernement a réagi en instituant des mesures d'incitation pour les jeunes femmes, comme l'allocation de bourses à celles qui poursuivaient leurs études. Les écoles pouvaient également recevoir des subventions établies en fonction du nombre de femmes inscrites et de la rétention de la clientèle féminine. Ainsi, l'introduction de mesures d'incitation originales peut accroître le pouvoir du client, ce qui, en retour, favorise l'autonomisation des pauvres.

Dr Shah a conclu son exposé en disant qu'il est plus difficile de dispenser des services là où le canal de responsabilité manque de transparence. Selon Dr Shah, les *Objectifs de développement pour le Millénaire*, en particulier les cinq premiers, sont voués à l'échec si le pouvoir du client n'est pas élargi et si les personnes ne sont pas placées au centre de la fourniture des services. Les pauvres doivent avoir les moyens d'acheter les services pour exercer un pouvoir par rapport au fournisseur; voilà ce que signifie la notion de pouvoir du client, dont il fut question précédemment.

Discussion

Au cours de la discussion qui a suivi, le thème qui a semblé attirer l'attention de l'auditoire fut celui de l'égalité des sexes et la problématique homme-femme. Dr Shah a abordé cette préoccupation sous l'angle de l'absence d'analyse comparative entre les sexes dans les données sur le développement, tout en soulignant que des améliorations significatives dans la cueillette d'information sont observables aujourd'hui, comparativement aux renseignements recueillis il y a 10 ou 12 ans.

La Banque mondiale a franchi quelques étapes pour s'attaquer à cette question en mettant à jour ses techniques d'enquête, telles que la cueillette de données au moyen d'enquêtes auprès des ménages menées en collaboration avec des organisations bilatérales. Au moyen de ces enquêtes, toutes les personnes résidant sous un même toit sont recensées et l'accent est mis sur les enfants de sexe féminin. Dr Shah a également mentionné qu'un effort supplémentaire devra être déployé lorsque viendra le temps d'évaluer les impacts. En effet, l'analyse menée par la Banque mondiale porte principalement sur la mise en œuvre d'un projet plutôt que sur son impact.

Pour réagir à une deuxième série de questions traitant de l'effet négatif sur les jeunes femmes des idéologies de marché, Dr Shah a soutenu que nous devons nous reporter aux données et non pas à des idées reçues sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Par exemple, le Bangladesh a vu augmenter le nombre de femmes inscrites à l'école secondaire et c'est à cela que nous devrions nous attarder. Dr Shah a répété qu'il n'existe aucune solution universelle pour tous et que les mesures d'incitation ne sont pas nécessairement le remède pour accroître le nombre de femmes qui s'inscrivent à l'école et poursuivent leurs études. D'autres pays et d'autres régions devront sans doute concevoir leurs propres méthodes pour régler ce problème.

THÈME 1

Les défis à relever en priorité pour atteindre les Objectifs du Millénaire

Mme Iris Almeida, directrice des politiques, programmes et de la planification, *Droits et Démocratie*, a présidé le premier groupe d'experts qui s'est penché sur le thème 1 : Les défis à relever en priorité pour atteindre les Objectifs du Millénaire; ce groupe était formé de deux conférenciers, Mme Nena Terrel, agente (relations extérieures et sensibilisation pour le Bureau du rapport mondial sur le développement humain des Nations Unies) et Mme Janet Burn, analyste principale de politiques (planification intégrée) à l'Agence canadienne de développement international.

1. Rapport mondial sur le développement humain 2003 :

Un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine

Mme Nena Terrell a pris la parole comme première conférencière du groupe d'experts; elle a débuté sa présentation en recadrant la question suivante « Les ODM se concrétiseront-ils? », pour la reformuler en « Quelles sont les conditions pour atteindre ces objectifs? ». Elle a noté que, malgré les nombreux sommets consacrés au développement, les promesses faites et les mesures attendues, l'Afrique subsaharienne n'atteindra probablement pas les objectifs de développement avant 2156. En outre, dans vingt-deux pays, l'indicateur de développement humain a baissé, ce qui vient aggraver cette crise; douze pays ont connu une réduction du nombre d'enfants inscrits à l'école et quatorze affichent une hausse de la mortalité infantile depuis les années 1990. De toute évidence, les ODM ne se concrétiseront pas à moins que des mesures soient prises pour renverser ces tendances.

L'aide internationale doit se centrer sur les pays qui ont le plus de chemin à parcourir. C'est pour ces 39 pays prioritaires (dont 38 se trouvent en Afrique subsaharienne) que l'aide est pressante. Les stimulants économiques générés par le commerce ne sont pas suffisants.

Selon Mme Terrell, **des problèmes structurels chroniques affligent les pays les plus pauvres.** Les problèmes des pays prioritaires sont enracinés dans des facteurs structurels tels qu'une densité de population peu élevée, l'accès difficile aux débouchés commerciaux ou des différends ethniques, une économie basée sur des produits de base uniques, encline à la fluctuation des prix, ainsi que des taux d'infection au VIH/sida élevés (supérieurs à 5 %). Dans plusieurs cas, lorsqu'un pays parvient à surmonter ces facteurs structurels, il peut atteindre un niveau minimal de développement. Et une fois ce niveau atteint, le développement devient durable; ce pays peut alors commencer à se sortir de la pauvreté. La recherche a mis en lumière ces problèmes

de base. Par exemple, 75 % des grands pays côtiers ont progressé, tout comme 100 % des grands pays sans littoral, 67 % des petits pays côtiers et 24 % des petits pays sans littoral. La majorité des petits pays sans littoral ont connu en moyenne un taux de croissance négatif. Il devient apparent que, pour les personnes qui habitent en région rurale et les petits pays, l'aide déployée devra se faire plus efficace. Cela doit se faire sans victimiser ni blâmer ces pays.


Les recherches effectuées pour le compte des Nations Unies ont démontré qu'il faudra doubler le niveau d'aide actuel : à tout le moins, on devrait ajouter 100 milliards \$ pour le secours mondial. Cela représente une augmentation de 50 milliards \$ ou le double de l'aide actuelle fournie par les pays développés. À première vue, ce montant peut sembler exorbitant, mais la réalité est tout autre si on le compare à l'industrie du tabac, par exemple, pour lesquels tous les pays mis ensemble dépensent plus de 240 milliards \$. D'autres questions d'ordre fonctionnel s'ajoutent aux facteurs structurels : il s'agit notamment de l'allègement de la dette, du transfert de technologie, de l'accès aux médicaments et de l'accès au marché des pays développés. Cependant, ces domaines doivent être étudiés davantage et, en bout de ligne, devenir des priorités politiques. À preuve, la distorsion qui existe actuellement et qui fait que les sommes accordées, dans les pays développés, aux subventions agricoles sont cinq fois plus élevées que l'argent destiné à l'aide extérieure.

Mme Terrell a terminé sa présentation sur une note positive : elle a reconnu le scepticisme général face à la réalisation des ODM, mais a rappelé à l'auditoire que nous sommes parvenus à éradiquer la variole et la poliomyélite. Elle a souligné que la mobilisation, la sensibilisation et la participation y sont pour beaucoup. « Combien peut-on se permettre? » n'est pas la question à se poser; il faut plutôt se demander : « À quels problèmes doit-on s'attaquer? ». La réalisation des ODM dans une perspective de développement humain passe par l'élargissement des choix des personnes et l'amélioration des capacités de celles-ci.

2. L'ACDI et les Objectifs du Millénaire : opportunités et défis

Mme Janet Burn a placé les ODM dans le contexte de la transition ou du changement éventuel de gouvernement au Canada, qui assistera à l'arrivée d'un nouveau chef du Parti Libéral et d'un nouveau premier ministre en 2003-2004. Les Objectifs du Millénaire représentent un défi redoutable et ils sont devenus une façon d'attirer l'attention des donateurs sur la nécessité d'instituer des politiques cohérentes.

Selon Mme Burn, l'aide doit être élargie pour englober les migrations, l'agriculture et les aspects économiques. Du point de vue de la cohérence des politiques à l'échelon macroéconomique, l'intégration des politiques d'aide et des politiques dans des domaines autres que l'aide pose problème. Parallèlement à cela, la mesure et la communication des résultats doivent devenir une priorité du gouvernement.



Le gouvernement du Canada s'est engagé à accroître l'aide de 8 % par année et à confier la gestion de 80 % de ces fonds à l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Avant 2010, le budget destiné à l'aide internationale devrait avoir doublé. Malgré cette hausse projetée, la multiplication par deux du budget ramènera celui-ci au même niveau que celui du début des années 1990. Récemment, l'ACDI a pris des mesures importantes afin de quadrupler avant 2005 les dépenses consacrées à l'aide, mais ce niveau demeure tout de même en deçà de l'objectif fixé par Lester Pearson au début des années 1960.

Tout comme la panéliste qui l'a précédée, Mme Burn a fait valoir la nécessité d'élargir la conception même d'aide et de cibler avec plus de soin les efforts de développement. Bien que, d'une façon générale, les efforts antérieurs aient essaimé, il reste que 50 % de l'aide internationale sera destinée à l'Afrique, et que, au sein de l'Afrique, cette aide sera encore plus étroitement liée aux priorités propres aux pays. L'ACDI collabore à la création de capacités et à la facilitation du commerce pour veiller à ce qu'un plus grand nombre de pays participent au système commercial. De plus, la communauté internationale a déployé des efforts considérables afin d'étendre l'accès en franchise de droits et l'accès hors quota aux produits en provenance des pays en développement. La législation canadienne en matière de promotion des exportations de produits alimentaires et pharmaceutiques vers les pays en développement a été déposée et le nouveau gouvernement du Canada a indiqué que l'ensemble de ces questions serait traité de manière hautement prioritaire.

Mme Burn a conclu sa présentation en abordant la question de la collaboration horizontale et de la diffusion des renseignements par le gouvernement. L'ACDI travaille étroitement avec les autres ministères sur les questions de sécurité et, avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), sur les questions commerciales. L'ACDI a modifié complètement son cadre de travail en matière de résultats globaux pour centrer celui-ci sur les ODM; la stratégie qui en découle sera déposée en janvier 2004. L'ACDI réagit ainsi à la nécessité de se pencher sur la qualité de l'aide, la quantité de l'aide, les changements au plan des politiques, la gestion des résultats et l'engagement des Canadiens.



Discussion

Un membre de l'auditoire a soulevé de nouveau certaines préoccupations concernant le fait que le budget de l'ACDI a été réduit à un point tel qu'il revient aux niveaux d'aide antérieurs; il a, en outre, fait remarquer que les politiciens, tant au Canada que dans les pays en développement, doivent être tenus de rendre compte plus rigoureusement. Un autre participant a amené la question de l'égalité des sexes et le fait que l'Objectif 3 vise l'autonomisation des femmes. Il voulait savoir plus précisément s'il existe des critères pouvant être utilisés pour combattre la violence faite aux femmes.

À ces questions, Mme Burn a répondu que l'ACDI connaît bien les limites auxquelles elle fait face et les objectifs à atteindre; elle a rappelé que l'ACDI s'attaque depuis longtemps à la question de l'égalité des sexes. D'ailleurs, l'égalité des sexes bénéficiera d'une attention considérable dans le nouveau plan de viabilité.

Iris Almeida a récapitulé la séance en répétant que, comme un grand nombre de problèmes sont interreliés, les nouvelles approches en matière d'aide intègrent, avec raison, des approches plus vastes. Elle a également fait référence aux remarques de Mme Terrell concernant l'importance d'accorder aux facteurs structurels qui sous-tendent la pauvreté une analyse et un processus de résolution de problèmes plus approfondis.

THÈME 2

Le rôle des pays riches dans la réalisation des Objectifs

Mme Anna Nitoslawska, agente des programmes internationaux au Congrès du travail du Canada, a présidé la deuxième séance avec, à ses côtés, deux conférenciers : M. Magnus Schönning, Premier secrétaire de l'Ambassade de Suède et Dr John Foster, chercheur principal à l'Institut Nord-Sud.


1. La Suède et les Objectifs du Millénaire

La majeure partie de la présentation de M. Magnus Schönning a porté sur la façon dont la Suède fait la promotion des ODM. Il a décrit trois stratégies principales : 1) accroître le soutien et l'aide aux pays pauvres; 2) défendre et encourager le rôle accru que doivent jouer les pays développés; et 3) élaborer des campagnes qui seront déployées à l'échelle locale et feront valoir l'éducation du public et la diplomatie. *(Nota : la description complète de la stratégie de la Suède se trouve à www.sida.se et www.sweden.se)*

L'approche de la Suède est holistique par essence et la première initiative intégrée sera débattue par le Parlement à la fin de 2003. L'aide directe de la Suède s'élève à 166 millions \$US, ce qui, en chiffres absolus, ne semble pas énorme; mais si on fractionne cette somme, on constate qu'elle représente une contribution de 230 \$US par habitant. Il s'agit d'un montant très substantiel lorsqu'on le considère en termes relatifs. De plus, la Suède a accordé 5 millions \$US destinés au renforcement des capacités liées au commerce dans les pays en développement. Si on la compare aux autres membres de la communauté internationale, la Suède est le quatrième donateur en importance sur le plan de l'aide au développement.

La Suède tente activement de réduire les subventions agricoles de l'Union européenne (UE), en utilisant directement son adhésion à l'UE pour faire valoir la nécessité d'améliorer l'accès du monde en développement à l'Union européenne. Les ministres des cinq pays nordiques (la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Islande et la Finlande) ont officialisé leur engagement en formulant une déclaration dans laquelle ils exposent leurs intentions et leurs objectifs dans le but d'améliorer l'accès aux marchés des pays en développement. Un de ces objectifs propose des solutions visant la restructuration et l'annulation de la dette.

L'éducation du public et la diplomatie sont des piliers de l'orientation interne de la stratégie adoptée par la Suède. Bien que la campagne prenne un ton positif, elle insiste sur l'urgence de l'aide internationale, en distribuant des cartes postales et en diffusant des messages publicitaires, à la télévision et au cinéma, qui démontrent qu'il est possible de réduire la pauvreté de moitié



avant 2015. Cette campagne jouit d'un appui généralisé. Un quotidien conservateur a publié un supplément publicitaire portant sur les Objectifs du Millénaire. De plus, les salles de cinéma projettent un court message d'intérêt public qui rejoint le grand public.


Un message prédominant est ressorti de la séance animée par ce groupe d'experts, à savoir que les pays riches ont un rôle substantiel à jouer. Du point de vue fonctionnel, il convient de mettre davantage l'accent sur l'accroissement de l'efficacité, du suivi et de l'évaluation. En guise de conclusion, les intervenants ont indiqué que la réussite véritable doit reposer sur la responsabilité partagée, sur la coordination entre les programmes destinés aux pays en développement et aux pays développés, ainsi que sur la sensibilisation du public, qui est le catalyseur de l'éclosion de cette volonté politique nécessaire à la création et au maintien du mouvement amorcé.

2. Le rôle des pays riches : une perspective du sud et de la société civile

La présentation de Dr John Foster portait sur le besoin urgent d'établir de meilleures lignes directrices dans le but de mesurer le progrès social, le développement et la responsabilité tout en assurant la participation active des pays en développement et de la société civile dans la campagne de promotion des Objectifs de développement pour le Millénaire. Il a débuté son exposé en mentionnant que les ODM ont fait l'objet de critiques et de scepticisme dans toute la société civile, en particulier parce que les objectifs et le plan d'action ont été disséminés par le biais de la politique de développement et au sein de la communauté activiste. Dans son introduction, il a établi que des attentes élevées doivent s'imposer comme la norme, en évoquant l'image selon laquelle les objectifs doivent être vus comme un plancher plutôt que comme un plafond – le plancher sur lequel peut-être repose un ascenseur qui doit toujours aller plus haut.

Citant comme exemple l'Objectif 6, Dr Foster a mis en évidence le débat entourant l'ambiguïté et la portée ambitieuse des ODM. L'Objectif 6 vise le recul de la propagation du VIH/sida en l'espace de 12 ans. La mesure des résultats est limitée car elle ne prend en compte que l'usage du condom et le nombre d'orphelins du VIH/sida. Les calculs ne comprennent pas le nombre de personnes qui reçoivent des traitements, et c'est précisément ce chiffre qui est le plus pertinent. À l'heure actuelle, on ne compte que 300 000 personnes qui reçoivent des traitements tandis qu'on dénombre environ 35 millions de personnes qui ont besoin de traitement. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a pour objectif d'offrir les traitements, d'ici la fin de 2005, à 3 millions de personnes. Un écart scandaleux sépare les 10 milliards \$US destinés aux objectifs relatifs à la santé et à la protection de la vie et les 450 milliards \$ que le gouvernement américain affecte à la défense et aux acquisitions d'ordre militaire.

Dr Foster a poursuivi son exposé en décrivant deux approches qui sont susceptibles de faire appel plus directement aux pays en développement dans le processus qui accompagne les




Objectifs du Millénaire. D'abord, utiliser les ODM pour mesurer les progrès accomplis par nos gouvernements locaux. Les organisations de la société civile peuvent être utiles, elles peuvent faire pression pour obtenir une organisation plus efficace et offrir des solutions de rechange pour atteindre les objectifs. Puisqu'il n'existe, jusqu'à présent, aucun moyen officiel de reddition de comptes dans la communauté internationale, il convient de diriger les efforts vers l'élaboration d'un tel mécanisme.

Par ailleurs, la société civile se porte à la défense d'un autre point inscrit au plan d'action. Il s'agit de l'environnement économique, et en particulier, de la relation entre le prix des produits de base et le défi qu'il représente pour les pays en développement. Ces conditions économiques sont les facteurs clés ayant mené à la crise économique qui a touché l'Asie en 1997-1998 et ont contribué à l'apparition d'autres crises économiques. Dans le même ordre d'idées, l'accès inadéquat aux marchés des produits de base des pays en développement ont conduit à la ruine des secteurs économiques et ont perpétué l'appauvrissement du monde en développement. Il est de plus en plus généralement admis, y compris par plusieurs économistes influents, que cette situation doit changer.

Les pays riches ont des obligations envers les pays pauvres; de plus, les pays riches détiennent un plus grand nombre de droits de vote dans plusieurs institutions financières internationales et organismes internationaux. Il est aussi du ressort des pays riches d'aménager un plan d'action qui sera plus propice à la réalisation des Objectifs du Millénaire. La Conférence sur le FDD (la section du financement du développement du Département des Affaires économiques et sociales de l'ONU) a vu le jour en réaction aux crises de la fin des années 1990 et son vaste programme vise à se pencher sur les politiques nationales et multilatérales. Dans le cadre de ce processus, sont jetées les bases qui détermineront si les Objectifs du Millénaire sont réalisés ou non. Il s'agit d'un « chapeau » sous lequel se retrouvent en même temps les principaux acteurs multilatéraux, ce qui suppose que les ministres des affaires étrangères et les ministres du développement seront eux aussi du nombre. Un examen des progrès réalisés en ce qui a trait aux ODM sera effectué en 2005 et, jusqu'à présent, des audiences, des tables rondes et des séances de dialogue interactif se sont déroulées dans le cadre de cette initiative; toutes ces actions aideront à améliorer la compréhension de la situation économique internationale.

Dr Foster a fait remarquer que les ODM ne constituent qu'un aspect d'une imposante « courtepoinTE » dessinée par la Déclaration du Millénaire en 2000. Ils sont fragmentaires et ne couvrent pas les aspects essentiels, comme la paix, la sécurité et les droits de la personne. Il importe de garder en tête la déclaration en entier, et pas seulement les Objectifs du Millénaire, lorsque viendra le temps d'évaluer les progrès sur le plan du développement. Bien qu'il ait été question d'accroître l'aide de 50 milliards \$US, les progrès véritables ne se concrétiseront que lorsque l'aide sera *multipliée* et non pas simplement *augmentée*.



Plusieurs améliorations qui permettront de se rapprocher de l'atteinte de ces objectifs peuvent être faites, ici même, au Canada. Celles-ci passent obligatoirement par la discussion, l'éducation et la sensibilisation. Peut-être verrons-nous apparaître des possibilités favorables avec l'instauration d'un nouveau gouvernement. Selon Dr Foster, si on compare les efforts déployés par la Suède à ceux du Canada, notre pays a fait encore très peu. Les aspects abordés ont permis de constater que le Canada peut améliorer de beaucoup ses efforts d'éducation du public et de diplomatie ouverte car le grand public ne possède pas les connaissances pertinentes à cet égard.

Discussion

Un membre de l'auditoire a salué l'exemple de l'Agence de développement international de la Suède et a mentionné combien ce pays avait de l'avance sur les autres; il a mis en garde les parties intéressées du Canada de se voir ou de voir leur gouvernement comme les seuls responsables de ces efforts insuffisants. Il faut éviter de se centrer sur ce qui n'a pas été fait et plutôt regarder ce qu'il y a à faire.

Un autre membre de l'auditoire a donné un exemple encourageant. Enseignant dans une école secondaire de l'Alberta, il a payé lui-même son inscription au séminaire et est venu nous faire part de son idée de créer un programme d'« éducateurs/enseignants sur les Nations Unies » dans le but de favoriser la sensibilisation auprès des étudiants du primaire et du secondaire. Cet enseignant indique que, en raison de l'évolution des attitudes entraînée par des initiatives comme les Objectifs du Millénaire, les enfants exigeront des mesures et une responsabilité plus grandes de la part des futurs gouvernements du Canada dans le but de soulager la pauvreté. Ce dernier point faisait écho aux avantages décrits par M. Schönning dans sa description des campagnes de sensibilisation du public menées en Suède et à la nécessité d'entreprendre semblables initiatives au Canada.

THÈME 3

La mobilisation des populations pour l'appui des Objectifs


Mme Joan Broughton, agente d'information publique à l'Association canadienne pour les Nations Unies, présidait la troisième séance. Les deux conférenciers du groupe d'experts étaient Mme Monika Rahman, chercheuse pour la Youth Coalition (Regroupement jeunesse) et M. David Morrison, président de NetAid.

1. Droits et santé en matière de reproduction et de sexualité dans les Objectifs de développement pour le Millénaire : une perspective jeunesse

Mme Monika Rahman a amené une perspective éclairée aux questions ayant été déjà abordées. Comme représentante du Regroupement jeunesse, Mme Rahman a formulé des commentaires se fondant sur son expérience et sur sa participation directe avec les jeunes de même que sur les questions liées au sexe au Canada et à l'échelle internationale. Elle a souligné les préoccupations importantes que partagent les groupes de jeunes face à leur participation à la campagne de promotion des Objectifs du Millénaire.

Mme Rahman a débuté sa présentation en posant la question suivante : « Pourquoi est-il important de mobiliser les jeunes à participer à la campagne de promotion des ODM? » Elle a rappelé les recommandations du Chapitre 7 du *Rapport mondial sur le développement humain 2003*, qui précise que la réalisation des ODM dépend du choix du processus de prise de décision adopté, que l'on se doit de mettre à la disposition des personnes les plus touchées par ces problèmes. Pour illustrer comment les jeunes hommes et les jeunes femmes sont touchés par les Objectifs du Millénaire, en particulier dans le domaine des droits liés à la procréation et à la sexualité, Mme Rahman a évoqué des statistiques alarmantes tirées de l'*État de la population mondiale 2003* du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Entre autres statistiques, citons : la moitié de la population mondiale est âgée de moins de 25 ans; le cinquième de ce groupe est constitué d'adolescents; un adolescent sur quatre vit dans une pauvreté extrême; 153 millions sont analphabètes, parmi lesquels 62 % sont des femmes; la grossesse est la cause première de décès chez les femmes âgées entre 15 et 19 ans; 50 % des personnes atteintes du VIH/sida ont entre 15 et 25 ans; 52 % des personnes vivant avec le VIH/sida sont des femmes, etc. De toute évidence, ces chiffres montrent que les problèmes prioritaires visés par les Objectifs du Millénaire affectent les jeunes et, jusqu'à maintenant, les indicateurs qui touchent les jeunes ne sont abordés que rarement et de façon dispersée tout au long de cette campagne.

Dans le mouvement jeunesse, les ODM suscitent présentement un débat. **Le programme d'action des jeunes a-t-il été entériné?** En tant que secteur organisé, ou comme mouvement, les jeunes



n'ont pas été intégrés au processus visant à définir les documents; ils n'ont pas non plus revendiqué leur place dans le cadre de la campagne de promotion. Cependant, en raison de l'attention accordée aux Objectifs de développement pour le Millénaire par les gouvernements, les organismes intergouvernementaux et les chefs d'État, les groupes de jeunes ont pris conscience que leur participation pourrait leur assurer un meilleur accès aux décideurs et, par conséquent, aux questions névralgiques les concernant.

Dans les groupes de jeunes, un argument prédomine, à savoir que l'on doit s'attarder aux objectifs qui visent les jeunes et les droits liés à la procréation et à la sexualité, car ceux-ci constituent un aspect inhérent du développement moderne. Les personnes qui se rangent à cet avis considèrent cela comme un moyen d'exiger des gouvernements qu'ils rendent des comptes tout en stimulant une action collective. En revanche, un autre argument circule selon lequel les ODM seraient tout simplement un autre cadre de travail auquel les jeunes devront s'adapter et qui les obligera à laisser de côté les cadres existants – conçus par eux-mêmes. Les groupes de jeunes et les groupes de femmes ont travaillé pendant 25 ans pour finir par constater que leur travail se réduit à huit objectifs condensés. Les tenants de cette opinion sont très fiers d'être les titulaires des programmes qu'ils ont élaborés au cours des dernières années; ils craignent que les groupes, qui disposent déjà de peu de moyens, s'étiolent davantage lorsqu'ils tenteront de se joindre au mouvement d'entraînement suscité par les ODM.

Le contexte qui a fait naître ces points de vue est complexe. Le manque de participation des jeunes entretient une absence de sentiment d'appartenance face aux objectifs et au processus; et le fait de ne pas sentir engagés dans le processus est un obstacle à la mobilisation des appuis. Bien qu'on puisse imaginer qu'une perspective jeunesse soit un jour intégrée aux objectifs, rien de tel ne s'est produit à ce jour. Selon la perspective des jeunes, la grande part de leurs efforts a été consacrée à favoriser la compréhension des Objectifs du Millénaire. À l'inverse, il serait plutôt urgent d'élaborer un plan concret et exhaustif qui définira les moyens que pourront prendre les jeunes pour mobiliser les gouvernements et faire pression auprès de ceux-ci.

Mme Rahman a proposé deux avenues principales que l'on pourra emprunter pour réaliser ce plan. D'abord, le Projet de recherche du Millénaire, qui a constitué 10 groupes de travail chargés d'examiner les dispositions spécifiques aux huit Objectifs du Millénaire; ce projet représente le lieu de participation idéal pour les jeunes. Ensuite, il importe de créer une plateforme réunissant différents secteurs (les femmes, les jeunes, les groupes autochtones, etc.) afin d'élaborer une entente cohérente sur la façon dont ces groupes pourraient prendre part à la campagne de promotion sur les ODM. Les ODM pourraient par la suite être incorporés aux réseaux d'éducation qui, à leur tour, aideront à mobiliser les gens dans le but d'amorcer la lancée. En retour, les décideurs pourraient être intéressés à ce mouvement et devenir plus réceptifs à celui-ci.


2. La mobilisation des populations pour l'appui des Objectifs

La présentation de M. David Morrison était axée sur la nécessité de mobiliser les populations. Il a tout d'abord précisé que NetAid, groupe dont il est le fondateur, s'emploie à accroître l'appui des pays riches en faveur du développement par le biais de la mobilisation des populations.

M. Morrison a commencé son exposé en rappelant que les objectifs clés de la campagne de promotion des ODM visent un changement d'attitudes qui fera passer le modèle d'intervention fondé sur la compassion et la charité à une reconnaissance de l'interdépendance fondamentale et globale de l'Afrique dans l'économie mondiale. La modification d'attitudes bien ancrées est essentielle à l'émergence d'une volonté politique et d'un engagement de la part des gouvernements, en particulier dans les pays développés comme le Canada et les États-Unis d'Amérique.

Le thème de l'exposé de M. Morrison, qui misait sur la présentation de M. Schönning, fut élargi pour inclure l'observation voulant que, en termes généraux, la communication des objectifs des Nations Unies a été négligée, car la plupart des efforts déployés jusqu'ici concernaient exclusivement l'élaboration de projet. Il a fait remarquer que l'Europe du Nord a été particulièrement active sur le plan des communications. L'Europe du Sud est elle aussi en avance en cette matière. Il a cité l'exemple de l'Italie : en effet, en Italie, une modeste campagne de promotion des ODM s'est alliée au mouvement social italien et plusieurs manifestations importantes et beaucoup de publicité ont eu lieu. Partout en Europe, des célébrités ont mis cette question au premier plan au moyen d'activités de promotion publique et, aujourd'hui, plusieurs reconnaissent Bono (activiste et musicien du groupe irlandais U2) comme la figure de proue de cette campagne.

Comme nécessité pratique, il faudra compter sur un engagement à long terme (12-15 ans) pour arriver à une compréhension générale des ODM au Canada et aux États-Unis. Pour des raisons évidentes, le marché américain doit être imprégné de cette vague de sensibilisation. Non seulement parce que cette nécessité est plus importante là-bas qu'ailleurs, mais aussi parce qu'il y est plus difficile d'intéresser les populations à cette question. Une Maison-Blanche qui ferait preuve de leadership en matière de développement pourrait influencer grandement l'atteinte des objectifs d'ici 2015. Il a insisté sur le fait que le changement doit s'opérer dans le contexte de l'établissement d'un lien entre le commerce, l'aide et la dette : cela ne concerne pas simplement l'aide au développement. Tout comme les panélistes précédents, M. Morrison a lui aussi souligné l'interdépendance globale qui anime toute chose.



Pour finir sur une note optimiste, il a mentionné que certains signes nous permettent d'affirmer que les choses changent aux États-Unis. Lorsque le groupe NetAid a entrepris ses activités de défense et d'intervention, ses membres se sentaient isolés et seul un petit nombre d'ONG se ralliait à la cause de l'organisme. Aujourd'hui, neuf ONG collaborent à la base dans le but d'inscrire la question du développement à l'ordre du jour des prochains caucus électoraux et des prochaines élections primaires. M. Morrison a insisté sur le fait que la collaboration ne se résume pas à réunir des fonds mais elle comprend la sensibilisation, la défense des intérêts, l'éducation et la communication. Il a noté que, aux États-Unis, il semble exister un appui latent et encore inexploité en faveur du développement; les sondages d'opinion menés aux États-Unis démontrent que le gouvernement américain consacre moins d'argent à l'aide que les gens le souhaiteraient. NetAid a recueilli 60 000 adresses électroniques de personnes qui ont eu recours à son site Web pour combattre la pauvreté. La réponse fut beaucoup plus favorable que prévue; le site Web a donc été remanié pour faire une place aux Objectifs du Millénaire. Les visiteurs peuvent parcourir eux-mêmes le chemin qui mènera à l'accomplissement de ces objectifs.

Un élément clé de la mobilisation des appuis consiste à atteindre les personnes de moins de 18 ans. À cette fin, NetAid a créé un jeu sur ordinateur conçu pour transmettre des connaissances aux joueurs. NetAid espère rejoindre 35 000 étudiants des États-Unis et du Canada. De plus, l'organisme développe actuellement des jeux en ligne destinés aux étudiants des écoles intermédiaires du monde entier; ces jeux aideront les étudiants à s'instruire sur les Objectifs de développement pour le Millénaire.

Autre élément – ou aspect – de la communication : véhiculer les réussites. Certains travaux de recherche intéressants ont démontré que les cas de réussite, plus que tout autre moyen publicitaire, parlent aux gens. Une des raisons expliquant que les gens ne s'engagent pas dans la lutte à la pauvreté vient du fait qu'ils ne croient pas qu'ils peuvent changer les choses. M. Morrison soutient que l'organisme NetAid doit son succès au fait qu'il communique les cas de personnes qui ont réussi à faire bouger les choses en cette matière.

En guise de conclusion, David Morrison a fait ressortir l'importance de la mobilisation des appuis au sein de la population. Il est d'avis que les ODM constituent un cri de ralliement et, pour illustrer cela, il s'est servi de publicités, véritablement avant-gardistes, parues dans un journal suédois. Il a terminé en recadrant les habituels motifs de déception : il ne faut pas croire que la communauté du développement a échoué mais plutôt que la communauté du développement n'a pas encore déployé un effort collectif pour éliminer la pauvreté et n'a jamais disposé des ressources adéquates.

Discussion

De nombreuses questions précises ont été posées par les membres de l'auditoire. A-t-on fait quelque chose pour rejoindre les pays africains afin de s'assurer de leur participation active? Le Regroupement jeunesse dont a parlé Mme Rahman a-t-il prévu un programme visant à aider les jeunes femmes enceintes qui ne peuvent retourner à l'école? Existe-t-il d'autres programmes ou organisations voués à aider les gens qui n'ont pas accès à des ordinateurs et à Internet? Ces programmes ou organisations fournissent-ils des outils d'apprentissage semblables à ceux créés par NetAid?

Mme Rahman a mentionné que l'organisation – *Taking IT Global* – a fait énormément pour les jeunes; son site Web est remarquable et l'organisme a reçu beaucoup d'argent grâce à leurs organisateurs de souscription. Pour répondre à la deuxième question qui lui était posée, elle a fait remarquer que l'aide est offerte aux femmes (et aux filles) qui ont dû interrompre leurs études en raison d'une grossesse. De plus, cette préoccupation est généralement considérée comme une priorité par plusieurs groupes régionaux de la société civile. M. Morrison a pour sa part mentionné que les jeux dont il a parlé ne sont pas encore développés mais que, puisque des étudiants du monde entier visitent le site Web de NetAid (quoique répartis inégalement d'un pays à l'autre), il est fort probable que ces étudiants joueront aussi à ces jeux.

Les membres de l'auditoire se sont dits préoccupés par les questions liées à la sexualité et à la procréation. À cet égard, le degré de mobilisation des jeunes hommes par rapport à celui des jeunes femmes constituait l'essentiel de leurs interventions. Mme Rahman a répondu que, selon les résultats d'un sondage récent qu'elle a distribué dans le cadre d'une séance de formation pour le compte de son organisation, il y aurait autant d'hommes que de femmes qui présentaient une demande en Asie et en Afrique. Elle s'est dite surprise par ces résultats mais a toutefois mentionné que, dans plusieurs pays, les femmes étaient éliminées, pour des raisons sociales locales, du processus de demande lors de la présélection.

Les causes de la pauvreté systémique ont été abordées pendant la période de discussion. Plus précisément, les participants voulaient en savoir davantage sur les efforts d'éducation sur cette question entrepris dans les pays en développement et dans les pays riches. M. Morrison a rapporté que des activités d'éducation sont menées par plusieurs organismes sociaux et que la campagne de promotion des ODM vise à mobiliser un plus grand nombre de personnes sur le sujet. Il a cité l'exemple des travaux menés actuellement par le ministère des affaires étrangères du Royaume-Uni; ce ministère a élaboré un programme scolaire destiné aux écoles publiques du pays, qui vise à rehausser les connaissances et la compréhension reliées au thème de la pauvreté. Concernant les travaux de NetAid, M. Morrison a mentionné que l'organisme diffuse sur son site Web un jeu-questionnaire qui évalue la compréhension des visiteurs à l'égard des Objectifs du Millénaire. (voir www.netaid.org/projects)

PLÉNIÈRE


Dr Rohinton Medhora, vice-président (Programmes et partenariats) au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), a présidé la séance de clôture du séminaire. Il a proposé un sommaire bref et intéressant qui récapitulait toutes les présentations tout en réagissant aux commentaires et aux questions de l'auditoire.

Sommaire du séminaire

La présentation de Dr Medhora portait principalement sur les aspects sur lesquels il faudra se pencher pour que la campagne de promotion des ODM soit couronnée de succès. Ce faisant, il a abordé plusieurs questions, dont celles, prédominantes, de la nécessité de renforcer l'obligation de rendre compte, de l'élargissement de l'échange d'information parmi les parties intéressées, de parvenir à des changements d'attitudes dans les pays développés et de la part de leurs habitants face au développement ainsi que de l'autonomisation des pauvres.

Dans son discours d'ouverture, Dr Medhora a rappelé à l'auditoire que si on compte s'attaquer aux problèmes qui font l'objet des Objectifs du Millénaire de façon diligente, il faudra faire appel à une aide supplémentaire et élargir les activités de sensibilisation et d'éducation destinées au grand public. De plus, il faudra poursuivre les activités de pression. En bout de ligne, cette campagne de promotion devra chercher à donner aux gens les ressources qui leur permettront de régler eux-mêmes leurs problèmes sociaux et économiques. Les populations pauvres doivent se sentir aptes à œuvrer elles-mêmes pour façonner leur avenir et pour trouver des solutions aux difficultés qu'elles doivent affronter aujourd'hui. L'éclosion de ce sentiment d'appartenance passera forcément par l'autonomisation.

Au-delà de cette perspective philosophique des Objectifs de développement pour le Millénaire, Dr Medhora a parlé des différents modèles de développement dont dispose la communauté internationale. Il a mentionné que la méthode traditionnelle, selon laquelle les services sociaux sont dispensés aux pays en développement, est un mélange d'initiatives publiques et privées, un peu à l'image du fonctionnement des pays développés. Ce cadre de travail nous amène à constater que, bien souvent, la privatisation ne constitue pas l'unique solution, car la privatisation d'un monopole n'entraîne pas nécessairement l'amélioration des services. Ce qu'il faut, ce sont des privatisations auxquelles se jumellera la concurrence. Il a par ailleurs remarqué que l'on doit parfois aménager la concurrence et que, par conséquent, celle-ci ne mène pas à l'amélioration des services. Si on pousse cette observation à l'extrême, on peut affirmer que la privatisation et la concurrence peuvent causer plus de tort que de bien. Pour éviter une telle situation, Dr Medhora a fait référence à l'exposé de Dr Shah (*voir la page 4 du présent rapport*) qui soulignait l'importance d'un solide cadre de responsabilisation intervenant entre l'État, les fournisseurs de services et




le client. La mise en application de ce cadre de responsabilisation amènera les parties prenantes, qu'il s'agisse de gouvernements, d'organismes non gouvernementaux ou d'entreprises, à transformer leur façon traditionnelle de voir le développement.

Dr Medhora a également souligné que, pour que le cadre de responsabilisation soit solide, il devra être complété par les réseaux. Ici, le concept de réseau renvoie aux communications et à la circulation d'information entre les groupes et à l'intérieur des groupes. Par exemple, le crime organisé, les organisations terroristes, la société civile, les groupes ethniques, etc. constituent tous des groupes qui fonctionnent par le biais de réseaux. Il a noté que les gouvernements, collectivement ou individuellement, semblent déphasés à cet égard. Beaucoup reste à faire dans ce domaine.

En ce qui concerne l'aide, ou le soutien monétaire par le biais de l'Aide publique au développement (APD) destinée aux pays en développement, Dr Medhora a mis en relief l'existence de deux tendances rencontrées dans les pays développés, qui se contredisent l'une l'autre. La première, très populaire : les pays développés consentent de l'aide aux pays qui fonctionnent selon des normes de bonne gouvernance. Quant à la deuxième tendance, elle indique que les pays donateurs hésitent à soutenir les pays dominés par l'instabilité. Dr Medhora a ajouté que la situation est problématique car c'est dans les pays qui connaissent l'instabilité, causée par la guerre civile, les conflits ethniques ou la corruption au sein de l'appareil gouvernemental, que l'atteinte des ODM est la plus urgente. Pour que la campagne de promotion des ODM porte fruit, il importe de rapprocher ces tendances. Il s'agit de l'un des plus grands défis auxquels fera face la communauté internationale.

Un autre problème touche l'atteinte des Objectifs de développement pour le Millénaire : il s'agit de l'écart qui persiste entre les chercheurs et les personnes qui prennent part à la mise en œuvre et à la gestion de projet. Tous les organismes donateurs et tous les organismes gouvernementaux sont confrontés à ce problème. À la lecture de la plupart des résultats de recherche, on constate que ceux-ci sont très nuancés et qu'ils sont présentés de manière très empirique et pragmatique. Cependant, lorsque les programmes sont élaborés, puis mis en œuvre, il est difficile de reconnaître si ces connaissances sont toujours prises en considération ou appliquées. Le défi à relever alors consiste à rendre opérationnelles, au sein des institutions, les connaissances acquises au prix de recherches d'avant-garde, telles que le *Rapport mondial sur le développement humain* et le *Rapport sur le développement dans le monde* publiés une fois l'an. Dr Medhora a fait remarquer que, pour combler cet écart, il peut être très utile d'amener les auteurs à partager leurs activités entre la rédaction de rapports et les opérations sur le terrain, comme le fait Dr Shekhar Shah.



Dr Medhora a conclu sa présentation en insistant sur le fait que les Objectifs du Millénaire ne sont pas une fin en soi, mais un moyen de parvenir à un résultat. La finalité est tout autre. Comme certains auteurs l'ont laissé entendre, il pourrait s'agir du développement comme de la liberté. Par conséquent, si la communauté internationale choisit d'adhérer à des normes de développement par le truchement des ODM, toutes les parties prenantes devront se rappeler que ces mesures ne sont que des façons systématiques de passer à « autre chose ». La signification de cet « autre chose » étant différente selon les personnes, il n'existe pas d'approche universelle en matière de développement.

Discussion

La dernière séance fut l'occasion, pour les participants, d'exprimer leurs idées, leur opinion et de poser des questions portant sur les thèmes abordés ou qu'ils n'auraient pas posés pendant le séminaire. Dans le but de transmettre l'authenticité de l'échange, les commentaires des participants sont transcrits tels qu'ils furent formulés et ont été regroupés par thème.

1. Travailler ensemble pour réaliser les Objectifs du Millénaire

« Dans les années 1990, les pays se sont ralliés et on a assisté à l'émergence d'une solidarité qui a abouti à des programmes d'action, élaborés dans le cadre de conférences mondiales; mais, en ce qui a trait à la mise en œuvre, ces programmes d'action ne sont pas allés bien loin. Je crois que cet affaiblissement des plans d'action a entraîné un certain désabusement. Je crois sincèrement que la nécessité principale pour l'atteinte des ODM est la présence d'une volonté politique. Sans volonté politique, nous ne pourrions jamais mobiliser les ressources et les transférer là où le besoin est le plus criant. Si nous pouvons nous servir des Objectifs du Millénaire pour faire pression auprès du gouvernement, le désabusement pourra faire place à la création d'un soutien politique. »

« Malgré ce que les gens en disent, je crois que les ODM ont permis d'aboutir à plusieurs engagements et objectifs pris par les gouvernements dans les années 1990. Certains qualifieront cette perspective de réductionniste mais, pour ma part, je suis porté à considérer cela comme une perspective holistique par essence. Si nous retroussons nos manches et nous assurons que les gouvernements rendent des comptes, nous pourrions espérer faire de ces Objectifs une réalité. »

« Le travail entrepris par les organisations locales est, certes, important mais on doit compter sur une plus grande collaboration avec les parlementaires dans le but de concevoir un plan d'action et de le mettre en place. Au Canada, plusieurs activistes sont de plus en plus désabusés. On doit surmonter cette situation; et un bon moyen d'y arriver consiste à franchir le gouffre

qui sépare le travail sur le terrain et les écrits. Le travail qui s'accomplit par le biais de réseaux officiels et non officiels doit parvenir aux parlementaires. Nous ne pouvons faire appel à un processus exclusif pour traiter une question d'une aussi grande importance. »


« Il me semble que nous avons tendance à compartimenter et à étiqueter : les ONG sont des croisés, les décideurs sont désabusés, les entreprises sont des exploiteuses, etc. Nous devons chercher ici une forme d'intégration et les *Objectifs de développement pour le Millénaire* représentent un aspect auquel nous devons nous rallier. »

« L'action collective est excellente mais le gouvernement a aussi son rôle à jouer. Les gouvernements riches, tout comme la plupart des gouvernements des pays en développement, se doivent de faire de cette campagne une réussite. L'objectif de la campagne consiste à créer une volonté politique et à amener ces gouvernements à prendre part à celle-ci. Ce faisant, nous devons créer un discours chez les personnes qui partagent des points de vue divergents. Je crois que c'est là l'idée à retenir – amener les gens à sortir de leur retranchement et à s'exprimer, car la volonté politique émane des gens. »

« Nous devons inciter un plus grand nombre de jeunes à prendre part à cette campagne. Après tout, ce sont eux qui occuperont des postes d'influence d'ici 2015. Qui plus est, ils semblent profondément concernés par ces Objectifs. Si je me fie à certaines des présentations, il me semble bien que les jeunes s'intéressent à ces questions puisqu'ils se sont déjà mis au travail. Sans doute faut-il simplement investir plus de temps pour s'assurer d'élargir le bassin de jeunes à consulter. Accroître la collaboration, voilà l'essence de mon message. Cette responsabilité incombe aux ONG, aux gouvernements et à d'autres parties prenantes. Je suis également en faveur de la mobilisation des personnes de 60 ans et plus; elles ont de l'expérience et plusieurs d'entre elles semblent très désireuses de contribuer. »

2. Les ODM comme cadre de changement

« Les ODM sont simplement un plancher et non un plafond. Il ne faut pas voir ces Objectifs comme la limite absolue. Considérez-les comme des balises sur laquelle vous définirez votre obligation de rendre compte. Par exemple, que se passera-t-il le 1^{er} janvier 2016? Disons-nous tout à coup : 'Ça y est! Nous avons accompli cela (mais n'avons pas fait cela); c'est terminé maintenant'? Non, il s'agit d'un long processus et ces Objectifs ne sont que des indicateurs qui nous permettront de poursuivre dans la bonne voie. »



« Je crois que plusieurs points intéressants ont été soulevés précédemment concernant la façon dont les connaissances sur le développement et la mise en œuvre du développement doit être améliorée. Selon cette perspective, les ODM jouent un rôle important car ils amènent chacun de nous (y compris les personnes qui œuvrent dans le domaine du développement international) à réfléchir à la façon dont nous dépensons notre argent. Tandis que nous devons nous mobiliser pour veiller à ce que l'aide soit augmentée, nous devons aussi agir plus intelligemment dans notre façon d'utiliser cet argent. Injecter de l'argent dans le but de régler les problèmes n'est pas nécessairement la meilleure façon de procéder. »

« Une vaste campagne de sensibilisation doit être mise en branle ici, au Canada. Cette campagne doit viser le grand public et les jeunes qui fréquentent nos écoles. Cela est nécessaire pour changer les attitudes des gens face à la signification du développement international et face aux raisons qui justifient son importance. De plus, les organisations locales devraient poursuivre leurs efforts de lobbying visant à tenir responsable notre gouvernement face à ces obligations internationales. »

3. Autres thèmes que devrait aborder la campagne de promotion des ODM

« Une des raisons pour lesquelles les gens migrent des pays pauvres vers les pays riches vient de la présence de luttes politiques et de l'absence de débouchés sur le plan professionnel. Par conséquent, certains de ces pays perdent un grand nombre de personnes compétentes. Il importe de se pencher sur les façons de renverser cette tendance afin de retenir le capital humain dans les pays où il est le plus nécessaire. »


CONCLUSION

En plus des commentaires recueillis et exposés dans le présent rapport, l'Association canadienne pour les Nations Unies, comme organisatrice principale de l'événement, a reçu de très bonnes réactions de la part des participants et des panélistes. La conférence a suscité beaucoup d'intérêt; les discussions étaient animées et elles ont semblé enthousiasmer les membres de l'assistance. Les organisateurs, de même que les participants, sont maintenant confrontés à la question suivante : « Et ensuite? ».

Idéalement, un plan d'action aurait dû être élaboré pour les parties intéressées au Canada afin de voir à ce que les importantes questions débattues pendant le séminaire ne soient pas omises ou ne disparaissent. Malheureusement, cette entreprise fort ambitieuse aurait exigé beaucoup plus de temps et de ressources de la part des organisateurs et des participants. Néanmoins, bien que le présent rapport ne soit pas censé proposer des recommandations concrètes, le cadre du séminaire a permis d'identifier des domaines devant faire l'objet de recherches et activités futures. Ces idées peuvent servir de lignes de conduite pour les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les groupes de réflexion, les universitaires, les étudiants, etc. Classées selon qu'elles concernent l'échelon international et l'échelon national, voici quelques avenues qui appellent une collaboration et des efforts supplémentaires, si l'on souhaite que la campagne de promotion des ODM obtienne les résultats escomptés.

Sur le plan international

- L'Aide publique au développement (APD) doit être doublée à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, elle se chiffre à 50 milliards \$ et elle doit passer à 100 milliards \$. (Ce montant n'est pas considérable compte tenu que, globalement, les pays consacrent plus de 240 milliards \$ par année à l'industrie du tabac). Mais, ce qui est plus important, la relation entre le commerce, l'aide et la dette doit elle aussi changer. Il ne s'agit pas simplement d'augmenter l'aide. Par exemple, l'élargissement de l'accès au marché aux produits primaires des pays en développement doit être garanti.
- Dans le cas de l'aide au développement, il sera également crucial de déterminer la façon dont les fonds seront acheminés dans les pays où sévissent affrontements civils, crises ethniques et guerres.

- 
- Un solide cadre de responsabilisation doit être mis en place entre les États, les fournisseurs de services et les pauvres. Toutes les parties prenantes (ONG, gouvernements, groupes sociaux, etc.) doivent contribuer à cet accord. Grâce à ce processus, les pauvres – les personnes et non les pays – devront également s’en trouver habilités. Pour que la campagne de promotion des ODM donne des résultats, les pauvres doivent en bout de ligne développer un sentiment d’appartenance envers les questions qui les touchent directement.
 - La campagne de promotion des ODM doit intégrer dans une plus grande mesure les points de vue des jeunes. Bien que des efforts en ce sens soient présentement en cours dans le cadre de conférences jeunesse partout dans le monde, il y a encore lieu d’améliorer la collaboration. En retour, les jeunes doivent être disposés à devenir des partenaires de ce processus. On a d’ailleurs suggéré que les équipes du groupe de travail du Projet de recherche du Millénaire pourraient être une porte d’entrée intéressante pour les jeunes.
 - L’écart qui sépare les chercheurs et les praticiens doit être comblé. Le transfert de connaissances entre ceux qui écrivent et réfléchissent et ceux qui agissent doit être accru. Cette nécessité est particulièrement pressante au sein des organismes intergouvernementaux et des institutions internationales.

Sur le plan national

- L’éducation du public et les campagnes de sensibilisation doivent s’étendre à un plus vaste spectre de la population afin d’atteindre les Canadiens de tous les horizons, en ciblant particulièrement les jeunes (c.-à-d., campagnes publicitaires, programmes scolaires, ateliers, etc.). Les attitudes concernant le développement international doivent changer. Il faut passer d’un modèle d’intervention fondé sur la compassion et la charité à une reconnaissance de l’interdépendance globale des questions économiques, de santé, sociales, etc.
- Le gouvernement doit faire une priorité de la mesure des résultats du développement étranger et la communication de ces résultats.
- Le gouvernement du Canada doit appuyer et promouvoir les résultats obtenus à l’intérieur de son cadre de travail, prévus pour l’année 2004, qui vise à améliorer la collaboration horizontale et la diffusion des renseignements par le gouvernement. Dans certains domaines, tels que la sécurité et le commerce, le gouvernement a réalisé ces objectifs mais il faut maintenant les étendre aux questions reliées au développement.

ORGANISATIONS PRÉSENTES LORS DU SÉMINAIRE

Action Canada pour la population et le développement (ACPD)
Assemblée des Premières Nations
Communauté bahá'íe du Canada
Commission canadienne pour l'Unesco
Conseil canadien pour la coopération internationale
Conseil ethnoculturel du Canada
Canadian Health Society
Agence canadienne de développement international (ACDI)
Association canadienne de santé publique
Société canadienne de santé internationale
Université Carleton (Norman Patterson School of International Relations)
Centre d'étude des niveaux de vie
Common Cause Canada
Ministère des Finances
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)
Groupe des 78
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
Mer et Monde
Institut Nord-Sud

Force non-violente de paix – Canada
Partenariat Afrique Canada
Bureau parlementaire d'Alexa McDonough
Bureau parlementaire de Gilles Duceppe
Bureau parlementaire de Keith Martin
Bureau parlementaire de Susan Whelan
Programme d'aide au développement des Philippines
Physicians for Global Security
Droits et Démocratie (CIDPDD)
Sénatrice – Rose-Marie Losier-Cool
Sierra Club du Canada
Statistique Canada
Ambassade de la Suède
Conseil du Trésor du Canada
PNUD
HCNUR-Canada
UNIFEM-Canada
Université d'Ottawa (Département de science politique)
Eau Vive
Banque mondiale
Vision Mondiale – Canada
Regroupement jeunesse

NOTA : Cette liste n'est pas nécessairement exhaustive car il est possible que certains participants ne se soient pas identifiés au regard de leur affiliation.